

La liberté, la démocratie et l'humanité pour tous et non la pauvreté pour beaucoup et le profit pour quelques-uns

Signez vous aussi
le double référendum
sur
**l'extension
de la libre circulation
des personnes
et
l'accord
Schengen/Dublin**



Les soupes populaires font maintenant de nouveau partie du paysage urbain en Allemagne. Est-ce que ce sera bientôt le cas en Suisse également?

La paix, la liberté et un système économique équitable constituent la base indispensable à l'épanouissement de l'homme. Mais elles ne peuvent se développer que dans des régions d'une taille limitée dans lesquelles les défis de la vie peuvent être maîtrisés par l'engagement et la participation de tous ceux qui y habitent. C'est dans ces conditions que le travail garantit le mieux l'existence des individus et contribue au bien commun. Pour assurer l'avenir, il faut donner à nos enfants le sens des responsabilités et le sens social. C'est pourquoi, dans tous les Etats libéraux, s'est développé de manière naturelle un système fédéraliste qu'il convient de sauvegarder.

Ces deux accords – que le Conseil fédéral et le Parlement veulent conclure avec l'UE globalisée – sapent les fondements d'une vie pacifique, digne et solidaire dans notre pays.

Contenus fumeux – conséquences occultées

La plupart des pays qui ont adhéré à l'UE l'ont fait à la suite d'une importante manipulation de la part de leurs chefs politiques et dans l'espoir d'une amélioration de la situation économique. Mais la tromperie apparaît de plus en plus nettement. Les multinationales avec lesquelles les chefs de gouvernement collaborent achètent les matières premières, les entreprises locales et les terres agricoles. La production est exportée et le coût de la vie augmente.

Les gens s'appauvrissent, les structures locales se délitent et avec elles la protection sociale. On s'achemine vers une société faite de 20% de riches et de 80% de pauvres, sans classe moyenne. Le salaire moyen dans les 10 nou-

veaux Etats membres de l'UE est d'environ 6 francs (4 euros). Nous allons exploiter la situation de détresse des travailleurs en provenance de ces pays. Les associations économiques suisses ne cachent pas qu'elle soutiennent la libre circulation avant tout parce qu'elle tiennent à recourir à cette offre illimitée de travailleurs bon marché. Cela va entraîner chez nous une baisse des salaires et une détérioration des conditions de travail et des prestations sociales.

En Allemagne, on peut déjà constater les effets de cette politique orientée uniquement vers le profit: les salariés provenant des pays de l'Est triment sur les chantiers allemands pour des salaires de misère et dans des conditions de travail inhumaines alors que le chômage augmente considérablement chez les Allemands.

Depuis le début de cette année, un chômeur reçoit, en fonction de la nouvelle politique sociale (lois Hartz IV), une indemnité mensuelle de 330 à 350 € associant allocation de chômage et aide sociale.

Dans de nombreuses villes, on organise des soupes populaires pour que les nouveaux pauvres et leurs enfants puissent prendre au moins un repas chaud par jour.

Les gros profits que permet cette politique néolibérale sont détournés par les grands groupes vers les paradis fiscaux tandis que la pauvreté progresse à grands pas dans tous les länder.

On va tout droit vers des tensions sociales au sein des divers pays et également entre les peuples. La paix est en péril lorsque dans toute l'Europe, les individus entre en compétition pour obtenir des emplois peu nombreux et mal payés. Cela entraîne une lutte pour la vie qui enrichit les multinationales.

Si, lors des deux votations à venir, nous ne repoussons pas *l'extension de la libre circulation des personnes, l'interdiction des contrôles des personnes à nos frontières (Schengen) et la limitation du droit d'asile humanitaire (Dublin)*, la Suisse sera, dans ces domaines, soumise irrémédiablement aux mêmes directives de Bruxelles que les 400 millions d'habitants de l'UE.

Cela mettrait en péril la coexistence pacifique imprégnée d'humanité qui règne dans notre pays, notre conception responsable et positive de l'économie, l'éducation et la formation de nos enfants et l'application de principes humanitaires aux demandeurs d'asile.

Les mesures d'accompagnement promises concernant la libre circulation des personnes ne serviront qu'à en retarder de quelques années les effets négatifs. N'acceptons pas qu'on induise en erreur les citoyens grâce à la tactique de l'écran de fumée.

Personne n'a le droit de tirer profit de la pauvreté. Les accords qui permettent cela sont une atteinte à la dignité humaine. Ils sont un obstacle au développement sain d'économies locales efficaces et souveraines qui sont absolument nécessaire aussi bien chez nous que dans les nouveaux Etats membres de l'UE.

Grâce à la propagande officielle et à la manipulation des médias, on cherche à nous imposer ces accords avec l'UE. En revanche, le *Comité fédéral pour une Suisse neutre, souveraine et démocratique*, dans l'esprit de son initiative «Souveraineté du peuple sans propagande gouvernementale», tient à lancer le débat. Ne serait-il pas indiqué:

- de refuser cette forme inhumaine de néocolonisation économique et sociale par les «global players»?
- de chercher une voie originale en ces temps riches en défis, et cela en collaboration avec d'autres Etats attachés à une démocratie authentique?
- de soutenir sur place le développement d'une économie autonome dans les nouveaux Etats membres plutôt que de déraciner les travailleurs de ces pays et de les employer chez nous tels des «esclaves» dans des conditions intenable et pour des salaires de misère?
- de sauvegarder l'économie suisse et un Etat social juste en les remettant entre les mains de la population?
- de développer la tradition humanitaire de la Suisse en ne limitant pas le droit d'asile (convention Dublin II applicable aux premières demandes d'asile)?

**Agissons raisonnablement –
restons humains, souverains et ouverts sur le monde
NON à l'extension de la libre circulation des personnes
NON à l'accord Schengen/Dublin**